

Chasse à l'abaya, voile, burkini, uniforme : comment Emmanuel Macron camoufle ses échecs

16 septembre 2023

Abaya, voile, crop-top, burkini, uniforme : qui passe une journée sans entendre l'un de ces mots ? Qui ne s'est pas déjà interrogé sur le timing de ces polémiques, bien trop souvent racistes ? À chaque crise, la manœuvre est la même. C'est la diversion médiatique permanente alimentée par Emmanuel Macron et le Rassemblement national.



Leur but ? Tracer des lignes de démarcation et fracturer le peuple. Leurs relais ? Les chaînes d'informations et les éditorialistes corrompus qui servent de répondants automatiques. Ces sujets matérialisent une stratégie réfléchie et anticipée : multiplier les feintes et les contre-feux pour éviter de parler des sujets de fond, ceux qui fâchent, ceux sur quoi rien n'est fait. Le résultat ? La concrétisation immédiate de la jonction de la droite et de l'extrême droite et sa progression.

Les Français ont faim et sont pris à la gorge par l'inflation ?

Ils ouvrent la chasse à l'abaya. L'affaire du fonds Marianne éclate et Marlène Schiappa est visée par une enquête pour détournement de fonds publics ? Hop, elle pose pour la couverture du magazine Playboy et génère une polémique en dessous de tout qui fait passer l'enquête à mille années-lumière des radars médiatiques.

Pas de vacances pour les Français ? Le groupe Bolloré commande un sondage sur le burkini. Les révoltes urbaines ? La faute aux parents, aux jeux vidéo et à Jean-Luc Mélenchon (mention spéciale pour le cas du leader insoumis qui sert régulièrement de joker au camp présidentiel quand une diversion ne suffit plus). Le chômage ne

se résorbe pas et les trucages des chiffres ne suffisent plus à le masquer ? Il suffit de parler de l'uniforme dans les écoles.

Et si la diversion s'essouffle, la provocation prend le relais.

Hier, Macron a osé déclarer : « On ne peut pas faire comme s'il n'y avait pas eu Samuel Paty » pour justifier l'interdiction de l'abaya. Rien de tel que de lier racisme et sexisme dans une diversion pour bien mettre le feu aux poudres. C'est bien de ça dont il s'agit : une obsession identitaire et raciste. Le tout repose sur le zèle des 9 milliardaires qui ont fait main-basse sur une grande partie des médias du pays. Bolloré et la terreur qu'il fait régner dans ses médias en est la parfaite illustration : la ligne Burkini est imposée, CNEWS sert de déversoir raciste.

Sur le fond, de quoi parle-t-on ? De 150 établissements qui auraient un « problème d'atteinte à la laïcité » sur près de 60 000 concernés sur tout le territoire d'après les chiffres des services de l'Etat, soit 0,9% des établissements de l'ensemble du pays. Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT l'a bien rappelé hier : « Cela occulte les vraies questions dont j'ai parlé tout à l'heure, et ensuite, plus grave, parce que cela stigmatise une partie de la population, toujours la même au hasard, alors que cette question concerne au plus élevé, selon les chiffres de l'Éducation nationale, 150 établissements sur 55 000 ». Elle a bien compris le piège et se met donc à distance de l'arc réactionnaire.

Sur ce pourcentage infime de 0,9%, de quoi s'agit-il ? Il s'agit de débattre de la longueur d'une tenue, et s'empêtrer dans le débat : culturel ou culture ? Le conseil français du culte musulman l'a clairement dit : l'abaya n'est pas un vêtement religieux. Alors pourquoi l'État décide du contraire ?

Depuis quand l'autorité politique détermine quel vêtement est religieux ou non ?

Les diviseurs et les ignorants qui s'emparent du sujet feraient mieux de relire la grande loi laïque du 9 décembre 1905 et les débats qui l'ont entouré. L'État chez lui, les religions chez elles.

Avec l'abaya, la tactique de diversion a pris une tournure particulièrement grossière. A tel point que la petite musique ne prend pas toujours autant que le camp présidentiel l'aurait espéré. Face à la fracture du peuple recherchée par Macron et le Rassemblement national en voiture balai, une seule solution : Union populaire !

Retrouvez tous nos articles sur linsoumission.fr

Entretien à Cannes avec Ken Loach : « le capitalisme s'effondre »

Carlos Tavares, le PDG qui gagne 1 139 fois plus que ses salariés

Désintox : les ultra-riches payent 2% d'impôts, les classes populaires et intermédiaires 50%

